

**PRÉFECTURE**

Direction des collectivités locales  
et des procédures publiques

Bureau des enquêtes publiques et installations classées

SK/154

## **A R R E T E**

du **20 JUIN 2017** portant mise en demeure à la société  
**POTASSE ET PRODUITS CHIMIQUES (PPC)** de respecter  
les dispositions d'exploitation de ses installations de  
refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un  
flux d'air sises à Vieux-Thann

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2008-156-5 du 4 juin 2008 portant prescriptions complémentaires et codificatives à la société Potasse et Produits Chimiques (PPC) à Thann et l'autorisant à exploiter un projet pilote de fabrication de méthylate de potassium sur son site de Vieux-Thann,

**VU** la visite d'inspection du 5 avril 2017,

**VU** le rapport du 4 mai 2017 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** qu'il est apparu lors d'une inspection du 5 avril 2017 des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air de la société PPC à Vieux-Thann, que les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel susvisé du 14 décembre 2013 n'étaient pas respectées, pour les raisons détaillées en regard :

- Article 12-II : il existe un bras mort sur la conduite de « l'eau de rivière » au niveau de la TAR HAMON à supprimer ;
- Article 26 - I.1.b : l'exploitant ne dispose pas d'une fiche de stratégie de traitement pour les produits de traitement utilisés le jour de l'inspection pour la tour aéroréfrigérante (TAR)

appelée SULZER. Les plans de surveillance établis par la société PPC pour les trois TAR du site ne sont pas clairement définis et sont incomplets. Ils ne prévoient notamment pas la réalisation d'une surveillance des rejets d'eau des TAR (paramètres, fréquence et valeur limite) et ne définit pas de plan de surveillance des rejets spécifiques aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement.

- Article 26 - I.2.b : aucun traitement chimique ou physique n'est mis en place au niveau de la TAR HAMON ;
- Article 60 : l'exploitant ne procède pas à l'analyse des rejets aqueux de ses TAR conformément à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Les analyses ne sont pas systématiquement réalisées au point de rejets de chacune des trois TAR du site, mais de façon alternée. L'exploitant n'a pas non plus mis en place une surveillance des rejets spécifiques aux produits de décomposition des biocides utilisés ou déterminé leurs concentrations par le calcul.

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## ARRÊTE

### **Article 1er :**

La société Potasse et Produits Chimiques (PPC), désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 95, rue du Général de Gaulle BP 60090, 68802 Thann, est mise en demeure de respecter, dans un délai de **quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé du 14 décembre 2013 pour l'exploitation à la même adresse de ses installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air :

- Article 12-II : « *L'installation est conçue [...] de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts.* »
- Article 26 – I.1.b : « *[...] Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.*  
*Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.*  
*Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.*



*Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...] »*

- Article 26 – I.2.b : « *L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.*  
*L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. »*
- Article 60 : intégralité des dispositions de l'article.

**Article 2 :**

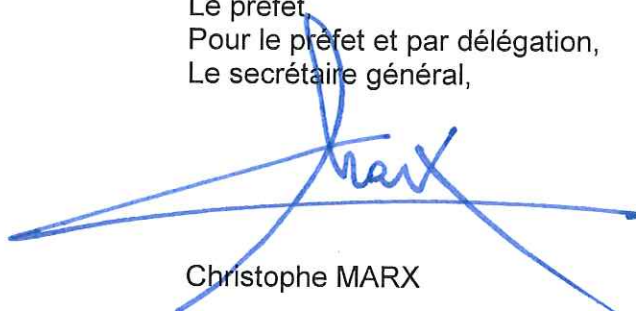
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Thann-Guebwiller et la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 20 JUIN 2017

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Christophe MARX

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

